

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 10/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TANK SOLUTIONS NORMANDIE

RTE INDUSTRIELLE
PORT DU HAVRE NUMERO 5279
76430 Sandouville

Références : 20251002_VI_TSN_2025ARrespectVLE
Code AIOT : 0005801086

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement TANK SOLUTIONS NORMANDIE implanté RTE INDUSTRIELLE PORT DU HAVRE NUMERO 5279 76430 Sandouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANK SOLUTIONS NORMANDIE
- RTE INDUSTRIELLE PORT DU HAVRE NUMERO 5279 76430 Sandouville
- Code AIOT : 0005801086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Tank Solutions Normandie (TSN) est une station de lavage de citernes implantée dans la zone industrialo-portuaire du Havre (commune de Sandouville). Le site lave entre 70 et 80 citernes par jour. Les eaux de lavage sont ensuite traitées sur le site, avant rejet au milieu naturel.

Le référentiel réglementaire de la visite comprend l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. L'inspection s'est également appuyée sur le Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE, version de février 2022.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 10
- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Respect VLE	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement d'eau pour les besoins du site	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Sans objet
2	Pose matériel	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
3	Dépose matériel	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
5	Dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
7	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
8	Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est déroulée en parallèle d'un contrôle inopiné dans les rejets aqueux diligenté par la DREAL. L'inspection a assisté à la pose du matériel le 1er octobre et à la dépose le 2 octobre.

Les constats réalisés ont permis de s'assurer des bonnes conditions de réalisation du contrôle inopiné. Le contrôle a mis en évidence un dépassement sur le Phosphore total. Toutefois, l'exploitant n'est pas nécessairement en écart sur ce point en fonction des valeurs obtenues les autres jours du mois. Des éléments de justification sont ainsi attendus pour la fin du mois de novembre.

Un point d'amélioration est attendu concernant le prélèvement du week-end. Un plan d'action est attendu sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement d'eau pour les besoins du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : [...] L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie [...]
Constats : L'arrêté préfectoral du site prescrit un prélèvement maximal annuel de 4 000 m ³ dans le réseau d'eau potable et de 80 000 m ³ dans le réseau d'eau industrielle. L'exploitant a présenté son carnet de relevé journalier de ses deux compteurs d'eau. Du 30 septembre au 1er octobre, 108 m ³ d'eau industrielle ont été comptabilisés et moins de 1 m ³ d'eau potable. Selon la déclaration GEREP de l'exploitant, 60799 m ³ d'eau ont été prélevés en 2024, ce qui respecte le seuil de l'arrêté préfectoral. L'exploitant a indiqué que les contrôles métrologiques des compteurs sont réalisés par la CODAH et qu'il ne dispose ainsi pas des rapports de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Pose matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats :

L'emplacement prévu pour le prélèvement par un laboratoire en charge du contrôle inopiné existe et a fait l'objet d'un contrôle. Il est situé dans le canal de sortie de la station de traitement. L'inspection des installations classées a pu s'assurer que le matériel en place permet une installation adaptée de l'équipement du laboratoire et que le point de prélèvement du laboratoire est situé au même endroit que là où est faite l'autosurveillance de l'exploitant.

Pour le contrôle, le laboratoire a utilisé son propre matériel de mesure du débit. Sur les 24h de prélèvement, un débit de 166 m³ a été enregistré par le laboratoire. Le compteur de l'exploitant donne un débit de 179 m³ sur la même période (écart entre les relevés à 11h le 1er et le 2 octobre). L'écart est dans la tolérance autorisée de 10 % selon le laboratoire. L'écart s'explique par la différence de hauteur d'eau de 1 à 2 mm.

Compte tenu du débit journalier qui avait été annoncé par l'exploitant, le laboratoire a procédé à un prélèvement de 70 ml tous les 1 m³ afin d'obtenir environ 200 prélèvements dans les 24h. 167 prélèvements ont finalement été réalisés. Un échantillon d'environ 12 l a ainsi été obtenu ce qui est suffisant.

Les conditions du contrôle inopiné sont ainsi satisfaisantes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dépose matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Constats :

L'inspection a pu constater que le matériel du laboratoire en charge du contrôle inopiné est resté intact et n'a pas été déplacé entre le 1er et le 2 octobre.

Le volume prélevé était suffisant pour permettre les analyses par le laboratoire en charge du contrôle inopiné et le laboratoire extérieur choisi par l'exploitant. Tous les flacons prévus ont pu être remplis et l'exploitant a récupéré le reste du prélèvement pour faire des contrôles en interne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Le débit maximal journalier est de 250 m³/j.

<u>Paramètres</u>	<u>Concentration en moyenne journalière</u>	<u>Flux maximal journalier</u>
Demande chimique en oxygène (DCO)	300mg/L	100kg/j
DBO5	100mg/l	30kg/j
Matières en suspension totales (MEST)	60mg/L	15kg/j
Azote total (N total)	60mg/L	15kg/j
Phosphore total (P total)	3mg/L	1kg/j
Zinc	0,8mg/	100g/j
Nickel	0,2mg/l	100g/j
Plomb	0,1mg/l	20g/j
hydrocarbures totaux	10mg/l	2,5kg/j
Composés organiques halogénés (AOX)	1mg/l	0,25kg/j
Indice phénols	0,3mg/l	75g/j
Manganèse	1mg/l	50g/j

Etain	1mg/l	1kg/j
Dichlorométhane	200µg/l	20g/j
Tétrachlorure de carbone	25µg/l	1g/j
Anthracène	25µg/l	1g/j
Toluène	150µg/l	20g/j
Ethylbenzène	100µg/l	25g/j
Naphtalène	150µg/l	37g/j
Xylène	200µg/l	50g/j
Biphényle	25µg/l	6g/j
cadmium	0,1mg/l	1g/j
chrome	0,3mg/L	1g/j
cuivre	0,5mg/L	1g/j
Mercure	10µg/L	1g/j
Cyanures totaux	0,1mg/l	1g/j
Arsenic	0,1mg/l	1g/j

Métaux totaux	15mg/l	3,75kg/j
---------------	--------	----------

Constats :

Le débit était d'environ 170 m³ pendant la période du contrôle inopiné ce qui est en deçà des 250 m³/j autorisés.

Le rapport d'analyse du laboratoire en charge du contrôle inopiné a été transmis le 3 novembre 2025. Les résultats du contrôle inopiné montrent que le Phosphore total est non conforme en concentration : mesuré à 4,3 mg/l pour une valeur limite de 3,0 mg/l. Les autres paramètres du rejet sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral en débit, concentration et flux. Les résultats du contrôle inopiné ont été comparés aux résultats de l'autosurveillance de l'exploitant, aucune différence notable n'est observée. Une valeur de 3,9 mg/l est obtenue par l'exploitant pour le Phosphore.

Conformément à l'arrêté préfectoral du site et à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé, "10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux". La valeur de 4 mg/l mesurée n'est donc pas nécessairement un écart. Les résultats de l'autosurveillance de l'exploitant transmis sous l'outil GIDAF ne mettent pas en évidence de dépassements pour les mois de mai, juin et juillet sur le Phosphore total. Le précédent contrôle inopiné du 6 mai 2025 ne mettait pas non plus en évidence de dépassement pour ce paramètre. Trois valeurs supérieures à 3 mg/l sont toutefois signalées à la fin du mois d'août. Les résultats des mois de septembre et octobre n'ont pas encore été transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour la fin du mois de novembre 2025, l'exploitant devra transmettre dans l'outil GIDAF les résultats du mois d'octobre 2025. En cas de dépassement de plus de 10% de la série des résultats, des commentaires et actions correctives seront attendus avec la transmission.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Tous les mois, l'exploitant renseigne dans GIDAF des commentaires sur les causes des

dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant réalise lui-même une partie de son autosurveillance (prélèvement et mesure) pour la DCO, les MES, l'azote total et le phosphore total. Pour les autres paramètres à mesurer quotidiennement et mensuellement, l'exploitant procède au prélèvement mais pas à la mesure. Les enlèvements sont réalisés une fois par semaine. Enfin pour les paramètres trimestriels et annuels, un laboratoire extérieur fait le prélèvement et la mesure. Le site étant fermé le week-end, un prélèvement du samedi et du dimanche est bien réalisé mais dans le même bidon que le prélèvement du vendredi, ce qui n'est pas correct car un prélèvement journalier est demandé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit présenter sous 3 mois son plan d'action concernant le prélèvement du week-end.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats : Les résultats sont correctement transmis dans l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Le laboratoire en charge de certaines des mesures de l'autosurveillance exploitant est Eurofins et est accrédité pour les mesures réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite